

Avertissement.

Ceci est une note d'intentions. Merci de respecter le caractère problématique, ouvrant et questionnant. Ce texte n'engage à rien et ne prétend en aucune manière être suffisant. S'il est partagé, ce sera avec la réserve utile, la contextualisation de l'intention et le respect à l'égard d'une institution qui recherche à actualiser la légitimité d'une posture. Merci de citer l'origine de la pièce à casser.

2020. Petite note d'orientation.

Décolonisation des esprits en 2020. Quel rôle pour la CNAPD ?

À première vue, la *colonisation* est un fait historique qui paraît presque révolu au sens politique. Le *colonialisme*, l'idéologie qui justifie la *colonisation*, c'est-à-dire, en première définition, la *domination* politique d'un État sur des populations et des territoires qui lui sont extérieurs, est jugé massivement obsolète. Cette critique philosophique semble unanimement acceptée. Après la deuxième guerre mondiale, cette critique s'est accompagnée de rapports de force favorables : elle a conduit à une traduction juridique dans le droit international. La *colonisation* est devenue illégale.

La *décolonisation* est le processus historique qui a permis de mettre fin à la *colonisation*, essentiellement le fait des métropoles européennes. Elle a exigé la lutte, souvent armée, pour arracher les leviers de l'indépendance politique. Les nouvelles configurations sont diverses selon les processus historiques spécifiques de *décolonisation*.

En Belgique, depuis le 30 juin 1960 et l'indépendance du Congo, les choses peuvent paraître dites. Plusieurs responsables politiques belges en appellent alors à laisser le passé derrière. Un passé qu'il conviendrait de lire avec sérénité et apaisement, qui ne pourrait en aucun cas interférer avec le présent. En débattre depuis serait d'office un anachronisme qui travaillerait nécessairement dans le sens d'une instrumentalisation idéologique. Dodo. La grosse saucisse¹ : « *C'est plus complexe !* » [sous-entendu : « abruti !] Il faudrait « *nuancer, chercher l'équilibre entre les bons et les mauvais aspects* ». Ultime argument : « *laissons les historiens travailler calmement sur la question !* » L'amnésie pour les populations, le gros pull gris élimé et la poussière des livres pour les historiens. Point. La page serait tournée. Le problème, c'est que la suivante serait restée blanche.²

Repartir d'une page. Blanche ?

Et pourtant. Pourtant, de nombreuses personnes vivent leur révolte aujourd'hui. Tout juste 60 après que les aînés ont arraché l'indépendance. Beaucoup sont les descendants de personnes qui ont vécu sous la domination coloniale ou la décolonisation : ils ont hérité et nourri des questions, des blancs et non-dits³, des sentiments et ressentiments. La psychologie sociale étudie ce besoin de comprendre, un besoin d'intelligence et de vérité qui appartient au principe de vie.

¹ Se dit d'un tube convenu trop joué en jazz, propice au bœuf.

² Formule empruntée à quelque auteur dont je n'ai pu retrouver la m/paternité.

³ Exemple appliqué à l'Algérie postcoloniale : Karima LAZALI, *Le trauma colonial*, Paris, 2019.

En 2020, l'actualité nous rappelle que la décolonisation des esprits n'est pas si aboutie que ce que les vainqueurs de l'Histoire, un « nous » certainement trop peu inclusif, le prétendent. La responsabilité de ce silence, ce *blanc de l'histoire* qui recouvre la recherche qui a pourtant largement étudié les faits, cet *effacement de la mémoire* par trop d'institutions belges, est écrasante. Il se reflète dans la mémoire collective très sélective qu'elles façonnent dans une version officielle mâtinée très fadement. C'est là l'enjeu, nous rappellent une sacrée brochette d'historiens⁴. L'historiographie belge et congolaise, mais aussi internationale, a étudié considérablement les périodes coloniales. Les enseignements généraux font large consensus au sein de la communauté scientifique. C'est donc au niveau de ce que nous voulons collectivement retenir et transmettre qu'une forme de déni se situe.

Les moyens de défense employés pour justifier ce déni collectif sont parfois d'apparence honteusement ridicules. Ils dévoilent toute l'impréparation à débattre ouvertement sur les responsabilités d'un État dans le temps long. Ils dévoilent toute la nécessité active des quelques tributaires de privilèges et mémoires minoritaires à organiser le silence et à laisser les statues du siècle passé tenir lieu de discours dans l'espace public. Une forme d'injonction à taire qui se heurte de front et de pierre à l'exigence critique clamée partout dans une Belgique qui se veut démocratique.

Serait-il que le *colonialisme* se soit là aussi transfiguré, son esprit déplacé et dissimulé dans une *domination culturelle* qui entretient les rapports inégaux ? Le *colonialisme* aurait-il muté en avatars et endossé d'autres costumes ? Avec la *domination économique*, l'hégémonie culturelle est certainement une caractéristique essentielle majeure du *néocolonialisme*⁵. Ça peut sembler une évidence mais qui n'est pas dite assez. Le *néocolonialisme* est un concept qui trouve ses racines dans les années '50, dans le giron *anticolonialiste* de Frantz Fanon et J.-P. Sartre. Il entre dans le champ politique quand le président ghanéen Kwame Nkrumah l'utilise dans un discours de 1965 pour critiquer « *l'échange inégal* » dans le cadre des marchés internationaux régis par le *libéralisme économique*. L'article existe dans les éditions de l'encyclopédie Universalis (depuis au moins 1989) et légitime une notion politique qui est citée dans le référentiel de base du cours d'histoire (1999). Pourtant, l'appui sur cette notion situerait radicalement à gauche du spectre politique. Les adversaires du *décolonialisme* prétendent que l'emploi de cette notion délégitimerait aujourd'hui ceux qui l'utilisent. Mécanisme de défense pour désamorcer tout le potentiel critique qu'ils ne veulent pas voir s'appliquer à leurs intérêts et identités propres⁶ ?

Prendre une place dans le débat et l'action « *Décoloniser l'espace public* ? ».

La CNAPD demeure une association *blanche* qui participe quelque peu, sans doute à son corps défendant, à perpétuer la *blancheur* du monde au départ des « *privilèges* »⁷ de ses membres. Elle attire d'ailleurs des suspicions. Au même titre que ses objets sociaux, la paix et la démocratie. La stratégie de la non-violence est de plus en plus perçue comme légitimatrice de l'état des choses, un instrument subtil de perpétuation de formes plus subtiles de *domination*. Pensons par exemple à la fréquence de nos allusions à Albert Camus, mal perçu dans les milieux anticolonialistes. Pensons aussi à ce sentiment d'endosser parfois le rôle d'idiote utile d'une société très imparfaitement ouverte lorsque nous percevons des subsides pour travailler à des propos critiques qui demeureront à la marge.

⁴ <https://plus.lesoir.be/307401/article/2020-06-16/carte-blanche-ninstrumentalisez-pas-les-historiens-dans-le-debat-sur-le-passe>

⁵ Jacques AUSTRUY, « *NÉO-COLONIALISME* », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 29 juin 2020. URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/neo-colonialisme/>

⁶ Exemple du Figaro. Notez l'utilisation des guillemets et l'usage du concept à destination critique de la Chine, cet Autre menaçant. : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/09/30/01011-20090930FILWWW00431-l-afrique-inquiete-d-un-neo-colonialisme.php>

⁷ Le terme est présent dans le débat sans valeur juridique. L'argument symbolique *décolonial* est produit en référence claire à la Révolution française, en soutien des valeurs démocratiques contre une société structurellement inégalitaire.

Pourtant la complexité de son objet social, sa sincérité et son histoire largement inscrite dans le mouvement *anticolonialiste* la contraignent à se positionner et à travailler. Aujourd'hui, au sujet de cette problématique, il lui manque un positionnement politique qui semble ne s'être pas prolongé après le soutien aux processus historiques de décolonisation dans le cadre du droit des peuples à l'autodétermination. Il est vrai que dans les débats internes, on peut observer la permanence d'une gêne, une façon peut-être de notre inconscient collectif de participer des blancs et des privilèges de la mémoire ? Du travail est produit mais il est pédagogique⁸, considéré comme infrapolitique.

La CNAPD n'est donc certainement pas l'association la plus pertinente pour décrire ce qu'est le ressentiment et la révolte, la qualité de la gêne ou de la douleur de la discrimination vécue et/ou héritée. Le leitmotiv « *Ne me libère pas, je m'en charge !* » est probablement la seule voie pour une émancipation des personnes individuelles et collectives à l'égard de toute *logique de domination* et l'oppression qu'elle génère. Prétendre contrer cette évidence en se substituant aux voix plus pertinentes serait paternaliste. En plein. Pourtant, c'est bien « notre » histoire, « notre » présent, « notre avenir » que nous voulons construire, cultiver, travailler ?

Vivre un forum, inviter des voix plurielles, mettre en évidence les voix ailleurs dissimulées, partenariats pour toute élaboration d'événement pertinent ?⁹

Se placer en situation d'apprenants pour développer des compétences d'écoute et d'empathie ?

La construction des instruments effectifs de la *domination coloniale* a eu recours à une rationalité hégémonique tout européenne (parmi d'autres ?), profonde, sur le temps long, qui a permis progressivement de naturaliser les représentations pour les personnes qui vivent actuellement. Qui a naturalisé et institutionnalisé des formes claires de *racisme*. La structuration historique du monde contemporain s'est largement construite au départ d'une vision idéologique *raciste* du monde. Sur le terrain de cette même rationalité, il est possible et sans doute nécessaire de continuer à travailler à la sape critique. De déconstruire, à l'aide de documents et d'arguments, l'artifice de la justification construit par une forme d'intelligence. De diffuser largement cet exercice de déconstruction des instruments de la domination. De pratiquer largement avec beaucoup la déconstruction de cette culture symbolique dominante qui se maintient au travers de schémas mentaux teintés d'*impérialisme*¹⁰ *culturel*, d'attitudes politiques et économiques paternalistes ou conquérantes.

Critiquer la construction des discours de propagande colonialiste ? Mettre en évidence critique les institutions qui ont construit et construisent la propagande ?

Réfléchir dans le domaine de l'histoire des idées pour identifier la construction sur le temps long de l'eurocentrisme et de l'occidentalisme ?

Travailler les notions et présenter les enjeux liés à l'inconscient collectif et la mémoire collective ?

Créer le lien avec tous les outils CNAPD qui abordent la démocratie ?

⁸ Productions, cours, bords-plateaux de *Colonialoscopie* et de *La route du Levant*.

⁹ Typographie pour des pistes de travail à la CNAPD.

¹⁰ À la CNAPD, le concept d'*impérialisme* a historiquement été très utilisé. Tout à fait pertinent comme outil d'analyse, il est présent parmi la quinzaine de concepts prescrits par les programmes scolaires de la FWB.

Les détracteurs qui refusent aujourd'hui la pertinence d'un débat actuel reprochent souvent aux militants, sympathisants et citoyens critiques d'invoquer l'historiographie. De l'instrumentaliser à des fins idéologiques. L'histoire a bien documenté pourtant le fonctionnement du système colonial. Les militants peuvent aller chercher dans la production historique les arguments critiques étayés et les amener dans les champs du présent, de la mémoire et de la construction de projet collectif. Les historiens ne font pas de la recherche pour enterrer le passé et uniquement construire un récit officiel. Il y a là une mine à ressources. Construire sincèrement une mémoire inclusive, au départ de toutes les mémoires spécifiques, guidée par les valeurs d'égalité et d'honnêteté qui sont invoquées dans les textes fondamentaux est une nécessité pour vivre le présent et penser des projets d'avenir.

Consulter et inviter des panels diversifiés d'historiens ?

Mettre en évidence les faits et études publiées pour appuyer les arguments ?

Systématiquement lier le concept de démocratie à ceux d'égalité, de transparence et de recherche sincère de *la vérité* ?

Créer en coopération notre mini manuel d'histoire critique du (*néo*-)colonialisme et des formes nouvelles de *domination* ?

Créer des animations pédagogiques afin de créer le besoin d'histoire et le travail de mémoire ?

La porte de la colonialité¹¹ du savoir. Sens unique.

« *Notre passé* » n'est pas souvent critique. La mémoire collective « officielle » invoquée par les gagnants de l'histoire confine plus traditionnellement avec la mort sanctuarisée, mythifiée, sacralisée. Elle met davantage en évidence une forme de *nationalisme* essentialiste. Elle exprime un rapport plutôt identitaire avec le passé. Ceux qui y ont intérêt – souvent inconsciemment - tentent d'effacer et effacent ce qui n'est pas conforme à leur vision du monde. Quand il s'agissait de commanditer des sculpteurs pour célébrer l'entreprise coloniale, il s'agissait bien d'exercer une influence politique sur les personnes qui circulaient. L'enjeu était d'établir la conscience de chaque citoyen selon les choix gouvernementaux ou privés. Aujourd'hui, ce sont d'autres personnes qui vivent ici. L'enjeu reste énorme.

Malgré la qualité des études *postcoloniales*, il demeure là une dispute intellectuelle pour travailler dans un sens particulier l'épistémè, c'est-à-dire la parole et la vision du monde faites vérité collective en un temps et une situation donnée. La CNAPD a pour objet social de travailler et cultiver cette épistémè dans le sens

de la paix et de la démocratie, dans un esprit de justice et de vérité inclusive. Toute forme latente de racisme progressera de son silence et le ressentiment se nourrira du silence. « *Nous* » qui vivons ici, nous avons une responsabilité de déterminer ce qui est retenu et transmis. L'histoire partagée est un bien commun. La mémoire dynamique et plurielle est un bien commun. Qui maîtrise le passé peut peser sur le présent et l'avenir. Mais qui contrôle le présent contrôle la lecture du passé. Les champs de la mémoire et de l'histoire

« *C'est cela, la colonisation idéologique : on colonise le peuple avec une idée, qui veut changer la mentalité ou la structure. On prend le besoin d'un pauvre comme opportunité d'entrer* ».

Pape François, 19 janvier 2015.

¹¹ Sur le concept de *colonialité*, lire par exemple QUIJANO, A., « *Race* » et *colonialité du pouvoir*. *Mouvements*, 51(3), 2007, pp. 111-118. <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2007-3-page-111.htm>

doivent être investis par tous ceux qui veulent construire sur des valeurs d'égalité. Si l'idée est de vivre en paix et en démocratie, il y a un gros travail à fournir.

Inviter des militants à écrire en réponse à des articles d'opinions contraires régulièrement publiés ?

Mettre en évidence le parallèle entre les intentions de ceux qui ont construit les monuments qui honorent les acteurs de la colonisation hier et ceux qui défendent la même intention aujourd'hui au travers des articles d'opinion qui crient au blasphème quand il est question de les contextualiser ?

Placer plus systématiquement les concepts liés au *colonialisme* au cours des animations ?

Aiguiller et soutenir les enseignants vers la problématique et des ressources pédagogiques ?

Selon la charte de la CNAPD ([ici](#)) la paix et la démocratie se cultivent au départ de relations envisagées dans le sens de l'égalité et construites entre personnes qui se perçoivent égales. Au moins jusqu'à l'actualité récente des actions *décoloniales* dans l'espace public (2020) qui ont conduit à l'expression de regrets symboliques exprimés par le chef de l'État belge, le débat public était largement monopolisé par des interlocuteurs privilégiés, souvent récurrents. Cette réalité conduit de façon très sensible à entretenir la domination culturelle dans une logique excluante et sa rhétorique construite selon des codes précis. Au contraire, au travers des usages de la fenêtre grossissante de l'info médiatique, la figure de la/du militant(e) *décolonial(e)* et la critique sociale qu'il mobilise sont entretenues comme douteuses, voire fallacieuses. La sphère médiatique réagit si un acte raciste est fondé sur l'argument biologique mais paraît beaucoup plus circonspecte et rétive lorsque le racisme se fonde sur des critères culturels, institutionnels ou systémiques. « *Arrêtez avec l'autoflagellation !* » Cette construction subtile et largement diffusée réalise une compréhension collective qui reste partielle et qui renforce le statu quo. N'y a-t-il pas là le signe d'un accomplissement des exigences démocratiques de justice et d'égalité ?

Questionner la construction des récits médiatiques ? Comment s'opère la sélection des interlocuteurs dans le débat public ? Idem avec les œuvres ?

Référencer un panel pluriel de sources ? Oser des synthèses CNAPD ?

Qui sommes « nous » ? Colonialité du récit mémoriel...

Exemples types de traitement médiatique en Belgique : autour du 30 juin 2020, il y a eu de nombreuses évocations de la période coloniale. Le supplément du Soir est entièrement rédigé par Colette Braeckman¹². Le même jour, la rédaction *Inside* de la RTBF présentait la méthode maison de la sélection des « experts »¹³. Plutôt honnête mais très suffisant pour expliquer le petit nombre et la récurrence des noms. Et puis, on

¹² Le Soir, 27 juin 2020. (https://journal.lesoir.be/#Le_Soir/web,2020-06-29,BRUXELLES|LS_SPEC_BERL,2020-10-04,GENERALE,1|1)

¹³ https://www.rtbf.be/info/inside/detail_comment-devenir-un-expert-incontournable-a-la-rtbf?id=10530496

réfléchit et on constate que pour évoquer l'indépendance, on place une énième fois Etienne Davignon¹⁴ sous les feux de la rampe en sa qualité - néanmoins très justifiée - de témoin privilégié. Quelques jours après Louis Michel. La RTBF n'a pas mis en telle évidence les témoignages recueillis au Congo sur les souvenirs de l'oppression ou celles d'historiens. Pour faire contrepoids, le militant Calvin Soiresse, désormais député qui a été membre du collectif Mémoire coloniale, a eu accès à *Matin Première* ce 30 juin 2020¹⁵. Quelques témoignages mal recueillis aussi qui viennent bien après les diplomates belges. Et, rareté, ce reportage sur une action de déboulonnage par des militants *décoloniaux*. Il a d'ailleurs été tellement critiqué pour son angle plutôt neutre et questionnant que la RTBF a dans la foulée dû s'en justifier dans un autre article. C'est la récurrence, la sédimentation dans le temps de la préférence médiatique d'expertise qui exprime sans doute le mieux la colonialité du savoir sur ces thématiques. Or, c'est une évidence, l'épistémé détermine l'exercice du pouvoir.

Se souvenir du Diable !

La sédimentation de la perception négative de M. Lumumba demeure forte. Malgré le rapport de la commission parlementaire de 2001 qui reconnaissait la responsabilité de la Belgique dans sa révocation et son élimination. Pour des motifs politiques et économiques, le premier Premier ministre du Congo indépendant a été construit comme « *radical, communiste, raciste anti-blanc* ». Il fallait délégitimer celui que la majorité coloniale percevait comme contraire à ses intérêts. Elle voudra « *l'éliminer définitivement* » et il convenait de préparer et justifier l'intervention militaire et politique. Le récit politico-médiatique est construit en ce sens. Il est aujourd'hui très résistant car il a pénétré profondément la mémoire collective conservatrice qui résiste à son tour à l'exercice critique de l'enquête historique. Le poids du souvenir étant largement transmis par des familles belges qui ont dû quitter le Congo. L'autoritaire M. Mobutu, sans aucune légitimité démocratique « *mettra les politiques en congé* » avec la bénédiction des puissances occidentales construites « *démocratiques* ». La colonialité du savoir a permis l'hégémonie de l'idée qu'il fallait « *un gouvernement digne de ce nom* » et a assuré la continuité de la colonialité du pouvoir sous d'autres formes. Jusqu'à aujourd'hui. Toucher aujourd'hui à ces symboles est très mal perçu par toute une série de personnalités belges qui considèrent consciemment ou inconsciemment que la mémoire officielle sélective serait l'histoire complète des faits. La violence de cette conservation d'une mémoire partielle, partielle et exclusive ne peut être que mal vécue par les personnes qui héritent de l'effacement de leur histoire familiale. Noam Chomsky rappelait les principes antinomiques « du pouvoir et du privilège » d'une part, de la « vérité et de la justice » d'autre part. Le pouvoir, diffus en Belgique, prend une apparence concrète quand il rechigne à rendre justice et partager la vérité sur ses privilèges attentés par un adversaire qu'il croyait dominer.

La porte d'entrée de la colonialité du pouvoir. Interdépendances.

L'outil conceptuel de la *colonialité* est crucial quand la CNAPD cherche à comprendre comment les pouvoirs se structurent. L'ingénierie argumentative des holdings financiers transnationaux et des gouvernements acquis à la cause est très abondante et efficace. Sa tâche est d'invisibiliser et d'euphémiser les rapports de domination qui s'exercent toujours dans les relations internationales très asymétriques. Dans les faits, des nations et des entreprises ont développé des puissances de projection, de négociation, d'influence bien au-

¹⁴ https://www.rtbf.be/info/monde/detail_regards-croises-sur-l-independance-du-congo-les-suspensions-naissent-de-l-ambiguite-du-gouvernement-belge-serie-1-5?id=10529233 .

¹⁵ https://www.rtbf.be/info/societe/detail_kalvin-soiresse-il-est-trop-tot-pour-des-excuses-officielles-a-la-republique-democratique-du-congo?id=10532819

delà de leurs territoires. Non seulement les décennies d'exploitation ont très largement participé à construire ces rapports de force, mais les acquis du passé sont décisifs pour les maintenir et les renouveler dans un contexte de délégitimation de façade des *impérialismes* et ingérences. Il faut bien coller à l'image du principe démocratique du droit international.

Le *néocolonialisme* ? Le pouvoir ou l'influence sans la formalité politique. La domination entretenue sous d'autres formes qui assurent des termes asymétriques et avantageux aux échanges. Dans le cadre général d'un capitalisme néolibéral mondialisé qui a créé l'illusion d'un multilatéralisme démocratique. Sous l'apparence d'un discours égalitariste, il est autorisé par une hégémonie culturelle, bien infusée et largement diffusée, qui corsette les possibles d'émancipation. C'est elle qui entretient la pérennité du truc et permet l'exploitation à bon compte des êtres vivants et des ressources. D'apparence moins violente, cette méthode est un raffinement de la violence dans des rapports de force démesurés. La violence demeure constitutive d'un système globalisé d'exploitation. Cette conception légitime le fort, celui qui réussit - peu importe son phénotype soit dit en passant. Mais en seconde analyse, elle maintient les héritiers de ceux qui ont subi la (*dé-*)colonisation dans un rapport de développement précis qui les laissent inévitablement avec des maigres moyens, non accumulés précédemment, face à des enjeux que ces sociétés n'ont pas créés.

Les institutions et les relations internationales ont largement contribué à intérioriser cette philosophie politique qui soigne particulièrement les intérêts privés particuliers. Derrière le masque publicitaire qui vante en vitrine l'*antiracisme*, la compétition du libre-échange, organisée par plusieurs traités internationaux imbibés de cette conception, conduit à l'anomie et la violence. On peut dès lors comprendre que le service après-vente humanitaire qui n'envisage pas de modifier ces structures profondément inégalitaires du développement soit si mal perçu.

Ces *colonialités* larvées entretiennent et renouvellent des hiérarchies essentialisantes à l'intérieur des sociétés modernes européennes et dans les relations qu'entretiennent ces sociétés fêlées avec les autres nations du monde. Ce faisant, il attise le renversement du stigmate, la séduction du repli et la fabrication d'un « autre ». Difficile dans ce silence assourdissant d'éviter l'importation de certains conflits étrangers par exemple... Mais comment penser cette domination depuis les centres culturels hégémoniques de la production des idées qui ont installé le « moderne » eurocentré comme type même de l'universel ?

Continuer à travailler sur les institutions internationales et les rapports mondialisés de force et pouvoir. Poursuivre le travail de CAP énergies et Cap Eau ?

Continuer et appuyer à proposer une réforme/une révolution onusienne ? Continuer à mettre en évidence le droit international et ses dévoiements ? Continuer à critiquer le capitalisme néolibéral mondialisé ?

Lier toujours cette critique à des personnes, des problématiques, des notions qui posent le questionnement d'un *néocolonialisme* ou d'un *néoimpérialisme* ?

Travailler sur les représentations de « nous-mêmes » ? Chercher et questionner celles que nous avons intériorisées, naturalisées ? Qu'y demeure-t-il de *colonialité* ?

Pour empêcher le débat, la grosse artillerie !

Certains « intellectuels » bien établis, parfois depuis des lustres, flinguent sans ménagement le mouvement *décolonial*. Sans faire beaucoup référence aux travaux *postcoloniaux* que beaucoup semblent dénigrer ou n'avoir jamais découverts, ils incriminent le mouvement lourdement : il s'agirait en fait d'une stratégie qui vise une nouvelle hégémonie, réactionnaire, antidémocratique et antirépublicaine. Ils invoquent à tuberzingue « le *racisme anti-Blanc* » qui ferait le lit de l'essentialisme, du « *différentialisme* » menant au « *communautarisme* » et au

« fascisme » « d'extrême droite » dont les méthodes s'apparenteraient selon les signataires à « du terrorisme intellectuel » digne du « stalinisme ». Tous ces mots en *-isme* plutôt virulents apparaissent, littéralement ou en creux, dans une tribune des 80 dans *Le Point*¹⁶. N'y-a-t-il pas dans ce tir de barrage l'expression d'une volonté de censure lorsque l'appel invoque l'usage des tribunaux ? Serait-ce là le signe que les valeurs de la République sont plombées, figées, cryogénisées, gardées âprement par des (*sou*-)chiens de garde¹⁷ ? Ces 80 signataires revendiquent un *universalisme* qui leur convient, bien peu *fraternel* pour beaucoup. La dispute permet-elle l'échange réciproque, informé, constructif qui permet de ne pas nourrir le ressentiment ? Non, le conflit a pris une tournure violente et les personnes ciblées ont aussi musclé leurs discours pour percer l'union sacrée. Las. Le concept de « race » y apparaît bien. Le débat est aussi en Belgique.

Comment la CNAPD se situe-t-elle par rapport à ces incriminations ?

Inversement, comment se situe-t-elle par rapport à des discours comme ceux des Indigènes de la République ?

Quel serait le cadre de son soutien ? Comment travailler avec les valeurs centrales de l'égalité et l'universalité ?

Comment y identifier, nommer, documenter le racisme institutionnel et structurel ?

Il serait opportun que les membres de la CNAPD échangent sur ces arguments qui prennent beaucoup (trop ?) de place et creusent les lignes de faille.

Miner la légitimation et la naturalisation de la domination. Faire du bien à « nous » !

La connaissance explicite de l'inanité de la colonisation est bien passée par là. Elle autorise par exemple M. Gryseels, directeur de l'Africa Museum, à déclarer en 2019 dans la presse qu'il n'y a sans doute eu rien de bon pour les colonisés dans ces processus¹⁸. Il faut donc une (nouvelle et énième) sacrée dose de cynisme pour justifier encore les rapports *néocoloniaux* qui maintiennent des populations entières en vulgaire facteur de production, en instrument d'exploitation. Le *néocolonisateur* doit en effet être sacrément dégradé... Mais ça semble ne pas nuire ni à l'égo, ni à la soif de pouvoir, ni non plus au portefeuille.

« Il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader. »

**Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*
de 1950.**

Assumer et attiser joyeusement le travail d'auto-critique, fidèle à l'esprit sincère, curieux et humaniste, brimé par le concept délégitimateur « d'autoflagellation » de pas mal d'éditocrates qui dévoient l'humanisme.

Penser la sortie de la structuration raciale produite par l'histoire ?

Nouer des alliances ? Mais l'allié de qui et comment ?

¹⁶ https://www.lepoint.fr/politique/le-decolonialisme-une-strategie-hegemonique-l-appel-de-80-intellectuels-28-11-2018-2275104_20.php

¹⁷ L'allusion au débat sur le terme « *souchien* » peut paraître polémique. Elle a déclenché une dispute *nationale* qui s'est réglée en justice. Il fait donc bien partie du débat.

¹⁸ Référence à retrouver.

Comment envisager le retournement du stigmate lorsque des militants réactivent la notion de « race » ?

Travailler et mettre en évidence les systèmes belges qui ont produit la propagande, sous toutes ses formes. Avant et aujourd'hui. Ministère des colonies/service propagande.

Travailler à mettre en évidence le travail de la militance dans les accélérations, voire les ruptures (action légale, action désobéissante, ...).

Décoloniser l'écriture du passé : la CNAPD peut appeler à ça et être interlocuteur ?

Valider la nécessité d'un espace public symbolique dynamique, pas seulement *décolonisé*, mais dynamique. Qui englobe et questionne le passé et montre des symboles et des valeurs qui construisent le commun ? Comment construire cette légitimité, comment construire un récit commun sur les valeurs et principes partagés ?

Plaider pour de espaces muséaux pédagogiques (déplacement, muséographie avec vertus péda et honnêteté intellectuelle, ou confrontation.)

Mettre en lien avec nos problématiques de la culture de paix. « Pas de paix sans justice ! » clament les militants. Ni sans égalité. On souscrit ! Cultiver les liens avec nos autres documents Terroprisme, Démocraquoi, Ma ville, mon quartier, Violence en questions.

Atomiser les personnes et les luttes. Gare !

21^{ème} siècle. « Je ne suis pas *raciste mais*. ». Mais. Le racisme sans la « race » ? La colonialité sans le colonialisme ? Les débats confinés sont âcres. Une partie des argumentaires cherchent à réhabiliter le concept et revendiquent son usage puisque malgré l'absence de déterminisme biologique la discrimination se maintient. Les déterminants sociologiques le rendraient-ils opérant ? La variable culturelle aurait surnoisement remplacé le critère biologique ? La faillite du modèle universaliste serait patente s'il renonçait au principe fondamental de l'égalité. En ce sens et en l'affaiblissant, l'idéologie néolibérale dupe tout le monde : elle conduit désormais les militants de la lutte des classes à se heurter de plus en plus frontalement avec les militants de l'égalité revendiquée raciale dans la lutte mondiale des places. Fragmentation du front pour l'égalité. On a là un gros problème, qui fait les affaires d'un gros sac de nœuds...

Carte blanche

«N’instrumentalisez pas les historiens dans le débat sur le passé colonial»

Il existe bel et bien un consensus historique sur les aspects les plus importants du passé colonial belge, affirment dans une lettre ouverte une série d'historiens.



« Le colonialisme s’est accompagné d’une propagande sélective, qui mettait en avant des éléments jugés « positifs » (...), mais sans mentionner le fait que ces efforts étaient aussi déployés en fonction du profit économique pour la « mère patrie » belge», affirment les historiens. - reuters

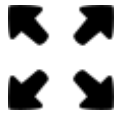
16/06/2020

Par Gillian Mathys (Université de Gand), Sarah Van Beurden (The Ohio State University), Reuben A. Loffman (Queen Mary University of London), Hein Vanhee (KMMA Tervuren), Idesbald Goddeeris (KU Leuven). Le texte est cosigné par une série d'historiens*

Le 16/06/2020 à 06:00

Qui ? Des historiens menant des recherches sur le Congo colonial.

Quoi ? S'excuser ou ne pas s'excuser est un choix politique ; se cacher derrière le manque d'un consensus historique est un non-argument.



En tant qu'historien.nes et chercheur.ses en sciences humaines et sociales se penchant sur l'histoire coloniale du Congo, nous souhaitons répondre aux récentes déclarations portant sur l'existence contestée d'un « consensus historique » sur les atrocités commises au Congo sous le règne de Léopold II.

Premièrement : le consensus entre historiens

Le Palais dit attendre un « consensus historique » sur la responsabilité de Léopold II dans la violence de « son » État indépendant avant de s'exprimer sur ce sujet. Un coup d'œil sur les travaux historiques des trente dernières années montre toutefois que ce consensus existe bel et bien et ne dépend pas de nouvelles études détaillées pour être étayé, comme semblent le suggérer certains. Le débat sur la responsabilité de Léopold II dans le règne de terreur au Congo rappelle à certains égards celui sur le réchauffement climatique, en ce sens qu'une petite minorité reste aveugle à l'écrasante charge des preuves déjà amassées.

En tant que souverain autocrate de l'État Indépendant du Congo, Léopold II était responsable d'un régime fondé sur une violence massive et structurelle, visant à l'exploitation maximale des ressources de « sa » colonie et ayant conduit à une diminution de sa population – selon les derniers calculs démographiques/historiques – d'un à cinq millions de Congolais. Il était conscient des horreurs perpétrées sur le terrain, mais n'a pratiquement rien fait pour les arrêter. Il existe un large consensus historique sur ces questions.

En outre, le focus sur Léopold II ne doit pas conduire à ignorer les responsabilités de l'État belge, qui a pris le contrôle du Congo en 1908. Le régime du Congo belge s'appuyait également sur le racisme, la répression et l'exploitation, indépendamment des motivations individuelles des coloniaux. Le colonialisme s'est accompagné d'une propagande sélective, qui mettait en avant des éléments jugés « positifs » tels que les réalisations dans le domaine de l'éducation, des soins de santé et du développement d'infrastructures, mais sans mentionner le fait que ces efforts étaient aussi déployés en fonction du profit économique pour la « mère patrie » belge. De plus, ces éléments ne compensent en rien les souffrances de la population congolaise.

Deuxièmement : les normes de l'époque

L'affirmation selon laquelle le système de l'État Indépendant du Congo était « normal » selon les normes de l'époque ignore les critiques contemporaines de sa violence choquante, menée tant en Belgique qu'à l'étranger. En outre – et cela vaut également pour le Congo belge –, l'accent mis sur les « normes applicables à l'époque » est une façon d'effacer les résistances des Congolais à ces deux régimes coloniaux, ainsi que la mémoire de ces résistances. Pour les victimes congolaises, le colonialisme n'était pas la norme acceptable. L'accent mis sur les « normes en vigueur à l'époque » trahit une perception eurocentrique étroite, voire coloniale, du passé.

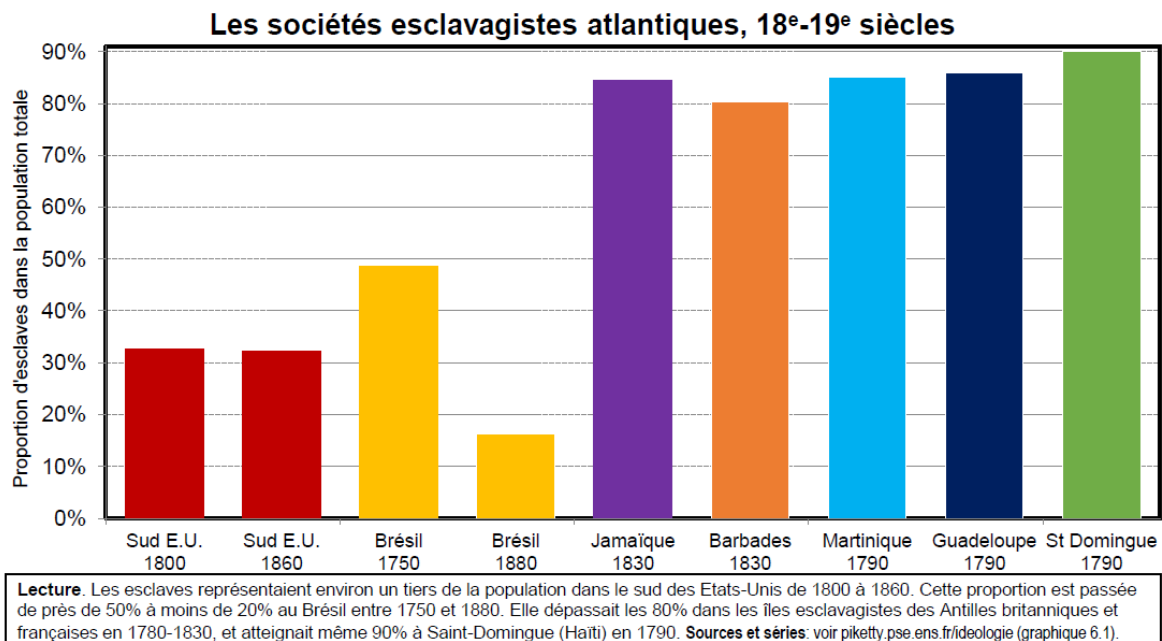
Troisièmement : le racisme et la discrimination

D'aucuns refusent également de voir le lien entre le colonialisme et le problème social actuel du racisme et de la discrimination. Joren Vermeersch (N-VA) écrit ainsi : « Il est tout aussi grossier de blâmer un Européen du XXI^e siècle pour le colonialisme que de blâmer un Allemand d'aujourd'hui pour l'Holocauste, ou un musulman pour l'esclavage qui était et serait toujours normal dans le monde musulman si les colonisateurs européens ne l'avaient pas aboli ». Cette comparaison n'est pas valable car l'Allemagne a depuis longtemps rompu avec son passé nazi dans l'espace public, dans les musées, dans l'éducation, et dans les médias. Si bien des Européens du XXI^e siècle sont totalement indifférents au passé colonial, d'autres continuent à s'accrocher aux symboles du colonialisme. Ils refusent de voir que le racisme et la discrimination contemporains sont liés à la déshumanisation associée à la colonisation. La comparaison avec le monde musulman n'est quant à elle pas seulement une expression de l'islamophobie moderne, mais aussi un vestige typique de la propagande coloniale. En réalité, Léopold II a collaboré avec des esclavagistes arabes et le colonisateur belge lui-même a recouru au travail forcé.

En d'autres termes : il existe un consensus historique sur les aspects les plus importants du passé colonial. L'idée de créer une « commission vérité » parlementaire pourrait être un instrument pour faire émerger un consensus politique autour de cette histoire mais ne doit pas être un moyen d'en retarder la reconnaissance.

*Le texte a été cosigné par Denise Bentrovato (University of Pretoria), Frans Buelens (Universiteit Antwerpen), Geert Castryck (Universität Leipzig), Bambi Ceuppens (KMMA Tervuren), Maarten Couttenier (KMMA Tervuren), Marc Depaepe (KU Leuven Kulak), Donatien Dibwe dia Mwembu (Université de Lubumbashi), Nicole Eggers (University of Knoxville, Tennessee), Mathieu Zana Etambala (KMMA Tervuren/KU Leuven), Didier Gondola (Indiana University – Purdue University Indianapolis), Benoît Henriët (VUB), Nancy Rose Hunt (University of Florida), Gert Huskens (Universiteit Gent), Amandine Lauro (ULB), Johan Lagae (Universiteit Gent), Romain Landmeters (Université Saint-Louis – Bruxelles), Maarten Langhendries (KU Leuven), Margot Luyckfasseel (Universiteit Gent), Ruben Mantels (Universiteit Gent), Elikia M'Bokolo (EHESS, Paris), Michael Meeuwis (Universiteit Gent), Eline Mestdagh (Universiteit Gent), Pedro Monaville (New York University Abu Dhabi), Jean-Marie Mutamba Makombo (Université de Kinshasa), Erika Ngongo (Université Saint-Louis – Bruxelles), Valérie Piette (ULB), Violette Pouillard (Universiteit Gent & ULB), Jacob Sabakinu (Université de Kinshasa), Leslie Sabakinu (University of Madison-Wisconsin), Jean-Paul Sanderson (UCL), Yves Segers (KU Leuven), Julia Seibert (Humboldt-Universität zu Berlin), Matthew Stanard (Berry College, Georgia), Daniel Tödt (Humboldt-Universität zu Berlin), Nathalie Tousignant (Université Saint-Louis – Bruxelles), Charles Tshimanga (University of Nevada), Jean Omasombo Tshonda (KMMA Tervuren), Vicky Van Bockhaven (Universiteit Gent), Leen Van Molle (KU Leuven), Jan Vandersmissen (Universiteit Gent), Karel Van Nieuwenhuysse (KU Leuven), Guy Vanthemsche (VUB)

Affronter le racisme, réparer l'histoire



La vague de mobilisations contre le racisme et les discriminations pose une question cruciale : celle des réparations face à un passé colonial et esclavagiste qui décidément ne passe pas. Quelle que soit sa complexité, la question ne peut être éludée éternellement, ni aux Etats-Unis ni en Europe.

A la fin de la guerre civile, en 1865, le républicain Lincoln promît aux esclaves émancipés qu'ils obtiendraient après la victoire « une mule et 40 acres de terres » (environ 16 hectares). L'idée était à la fois de les dédommager pour les décennies de mauvais traitement et de travail non rémunéré et de leur permettre de se tourner vers l'avenir en tant que travailleurs libres. S'il avait été adopté, ce programme aurait représenté une redistribution agraire de grande ampleur, aux dépens notamment des grands propriétaires esclavagistes.

Mais sitôt les combats terminés la promesse fût oubliée : aucun texte de compensation ne fût jamais adopté, et les 40 acres et la mule devinrent le symbole de la tromperie et de l'hypocrisie des Nordistes (à tel point que le réalisateur Spike Lee en fit ironiquement le nom de sa société de production). Les Démocrates reprirent le contrôle du Sud et y imposèrent la ségrégation raciale et les discriminations pendant un siècle de plus, jusqu'aux années 1960. Là encore aucune compensation ne fût appliquée.

Étrangement, d'autres épisodes historiques ont pourtant donné lieu à un traitement différent. En 1988, le Congrès adopta une loi accordant 20 000\$ aux Japonais-Américains internés pendant la Seconde guerre mondiale. L'indemnisation s'appliqua aux personnes encore en vie en 1988 (soit environ 80 000 personnes sur 120 000 Japonais-Américains internés de 1942 à 1946), pour un coût de 1,6 milliard de dollars. Une indemnisation du même type versée aux Afro-Américains victimes de la ségrégation aurait une valeur symbolique forte.

Au Royaume-Uni comme en France, l'abolition de l'esclavage s'est à chaque fois accompagnée d'une indemnisation des propriétaires par le Trésor public. Pour les intellectuels « libéraux »

comme Tocqueville ou Schoelcher, c'était une évidence : si l'on privait ces propriétaires de leur propriété (qui après tout avait été acquise dans un cadre légal) sans une juste compensation, alors où s'arrêterait-on dans cette dangereuse escalade ? Quant aux anciens esclaves, il leur fallait apprendre la liberté en travaillant durement. Ils n'eurent droit qu'à l'obligation de devoir fournir un contrat de travail de long terme avec un propriétaire, faute de quoi ils étaient arrêtés pour vagabondage. D'autres formes de travail forcé s'appliquèrent dans les colonies françaises jusqu'en 1950.

Lors de l'abolition britannique de 1833, l'équivalent de 5% du revenu national britannique (120 milliards d'euros d'aujourd'hui) fût ainsi versé à quelques 4000 propriétaires, avec des indemnités moyennes de 30 millions d'euros, qui sont à l'origine de nombreuses fortunes toujours visibles aujourd'hui. Une compensation aux propriétaires s'appliqua aussi en 1848 à la Réunion, à la Guadeloupe, à la Martinique et en Guyane. En 2001, lors des débats autour de la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, Christiane Taubira tenta sans succès de convaincre ses collègues députés de créer une commission chargée de réfléchir à des compensations pour les descendants d'esclaves, notamment en terme d'accès à la terre et à la propriété, toujours très concentrée parmi les descendants des planteurs.

L'injustice la plus extrême est sans doute le cas de Saint-Domingue, qui était le joyau des îles esclavagistes françaises au 18^e siècle, avant de se révolter en 1791 et de proclamer son indépendance en 1804 sous le nom d'Haïti. En 1825, l'Etat français imposa au pays une dette considérable (300% du PIB haïtien de l'époque) afin de compenser les propriétaires français de leur perte de propriété esclavagiste. Menacée d'invasion, l'île n'eut d'autre choix que d'obtempérer et de rembourser cette dette, que le pays traîna comme un boulet jusqu'en 1950, après moult refinancements et intérêts versés aux banquiers français et états-unis.

Haïti demande maintenant à la France le remboursement de ce tribut inique (30 milliards d'euros d'aujourd'hui, sans compter les intérêts), et il est difficile de ne pas lui donner raison. En refusant toute discussion au sujet d'une dette que les Haïtiens ont dû payer à la France pour avoir voulu cesser d'être esclaves, alors que les paiements effectués de 1825 à 1950 sont bien documentés et ne sont contestés par personne, et que l'on pratique encore aujourd'hui des compensations pour des spoliations qui ont eu lieu pendant les deux guerres mondiales, on court inévitablement le risque de créer un immense sentiment d'injustice.

Il en va de même pour la question des noms de rue et des statues, comme celle du marchand d'esclaves qui vient d'être déboulonnée à Bristol. Certes il ne sera pas toujours facile de fixer la frontière entre les bonnes et les mauvaises statues. Mais de la même façon que pour la redistribution des propriétés nous n'avons d'autre choix que de faire confiance à la délibération démocratique pour tenter de fixer des règles et des critères justes. Refuser la discussion revient à perpétuer l'injustice.

Au-delà de ce débat difficile mais nécessaire sur les réparations, il faut aussi et surtout se tourner vers l'avenir. Pour réparer la société des dégâts du racisme et du colonialisme, il faut changer le système économique, avec pour fondement la réduction des inégalités et un accès égalitaire de toutes et de tous à l'éducation, à l'emploi et à la propriété (y compris avec un héritage minimal), indépendamment des origines, pour les Noirs comme pour les Blancs. La mobilisation qui rassemble aujourd'hui des citoyens de toutes les provenances peut y contribuer.

Note d'orientation
« Nous décoloniser ? »

Des textes éclairant le caractère contemporain de la problématique :

- ✓ MANSOURI Malika, *Révoltes postcoloniales au cœur de l'Hexagone. Voix d'adolescents*. Presses Universitaires de France, « Partage du savoir », 2013, 212 pages. ISBN : 9782130618829. DOI : 10.3917/puf.mans.2013.01. URL : <https://www.cairn.info/revoltes-postcoloniales-au-coeur-de-l-hexagone--9782130618829.htm>
- ✓ LAZALI, Karima, *Le trauma colonial. Une enquête sur les effets psychiques et politiques contemporains de l'oppression coloniale en Algérie*, 2018.

Psychanalyste, Karima Lazali a mené une singulière enquête sur ce que la colonisation française a fait à la société algérienne, enquête dont elle restitue les résultats dans ce livre étonnant. Car elle a constaté chez ses patient·e·s des troubles dont rend mal compte la théorie psychanalytique. Et que seuls les effets profonds du « trauma colonial » permettent de comprendre : plus d'un demi-siècle après l'indépendance, les subjectivités continuent à se débattre dans des blancs de mémoire et de parole, en Algérie comme en France. Elle montre ce que ces « blancs » doivent à l'extrême violence de la colonisation : exterminations de masse dont la mémoire enfouie n'a jamais disparu, falsifications des généalogies à la fin du XIX^e siècle, sentiment massif que les individus sont réduits à des corps sans nom... La « colonialité » fut une machine à produire des effacements mémoriels allant jusqu'à falsifier le sens de l'histoire. Et en cherchant à détruire l'univers symbolique de l'« indigène », elle a notamment mis à mal la fonction paternelle : « Leurs colonisateurs ont changé les Algériens en fils de personne » (Mohammed Dib). Mais cet impossible à refouler ressurgit inlassablement. Et c'est l'une des clés, explique l'auteure, de la permanence du « fratricide » dans l'espace politique algérien : les fils frappés d'illégitimité mènent entre frères une guerre terrible, comme l'illustrent le conflit tragique FLN/MNA lors de la guerre d'indépendance ou la guerre intérieure des années 1990, qui fut aussi une terreur d'État. Une démonstration impressionnante, où l'analyse clinique est constamment étayée par les travaux d'historiens, par les études d'acteurs engagés (comme Frantz Fanon) et, surtout, par une relecture novatrice des œuvres d'écrivains algériens de langue française (Kateb Yacine, Mohammed Dib, Nabile Farès, Mouloud Mammeri...). (**Prix Œdipe des libraires 2019**)

- ✓ Voir une synthèse synoptique d'arguments du débat *Faut-il enlever les statues du passé colonial* sur une plate-forme de l'UCL pour garder la mémoire des débats démocratiques : <https://webdeb.be/viz/debate/183892?pane=1&pov=0>
- ✓ *La Belgique face à son passé colonial* (n°91 - juin 2016), *Congo : le négationnisme belge* (n° 92 - décembre 2016), et *Décoloniser l'école* (n°95 – décembre 2017), *Tervueren 2019, nouveau musée (dé-)colonial ?* (n°99 – mai 2019) dans la revue *Ensemble*, (Pour la solidarité, contre l'exclusion), la série de quatre dossiers des n° 91, 92, 95 et 99. Membre de la CNAPD. Qui fait aussi une place importante à l'analyse de Elikia M'Bokolo, historien, directeur d'études à l'EHESS.
- ✓ Des œuvres militantes contre le colonialisme :

Frantz FANON, *Les damnés de la terre*

Aimé CÉSAIRE, *Une saison au Congo*

Intersectionnalité ? « *Le capitalisme avait pris du ventre en se nourrissant du ventre des femmes africaines* »

Françoise Vergès (2017). *Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme*. Paris : Albin Michel, coll. « Bibliothèque Idées », 230 pages.

Vergès affirme que « la deuxième vague a ouvert la voie à un féminisme réactionnaire » (p. 210), sans préciser quels courants ou quelles personnalités elle désigne par ce qualificatif.

8 Sans sous-estimer les continuités entre un certain militantisme féministe des années 1970 et la mobilisation de la « cause des femmes » à des fins racistes, on peut s'interroger sur ce qui a fait obstacle à une véritable prise en compte des luttes des femmes qui subissaient la domination postcoloniale. Les différentes théories de l'oppression des femmes (féminismes marxiste, matérialiste, différentialiste notamment), qui s'affrontaient parfois durement dans le mouvement, offraient-elles des outils pour penser le croisement de l'oppression sexiste et de la domination postcoloniale ? Dans ces cadres de pensée divers, qu'est-ce qui empêchait d'appréhender la spécificité de la situation postcoloniale ? Sur le plan organisationnel, comment la composition sociologique du mouvement a-t-elle pu contribuer à cette invisibilisation des femmes racisées et colonisées ? Quel rôle a joué l'institutionnalisation du mouvement féministe ? Par ailleurs, Vergès mentionne l'existence de mouvements de femmes réunionnais, mais n'indique pas comment ils ont réagi à la révélation des avortements et stérilisations forcées ni comment ils ont théorisé les liens entre capitalisme, patriarcat et colonialisme, ce qui aurait pourtant constitué un apport précieux.

9 Si des questions restent ouvertes, et si certaines affirmations de Françoise Vergès méritent selon moi d'être débattues, son ouvrage met en lumière une histoire importante du (post)colonialisme français, à la croisée des rapports sociaux de sexe, de race et de classe.

Extrait du compte-rendu de BOULET Elsa, « Françoise Vergès : *Le ventre des femmes. Capitalisme, racialisation, féminisme* », *Nouvelles Questions Féministes*, 2019/1 (Vol. 38), p. 187-190. DOI : 10.3917/nqf.381.0187. URL : <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2019-1-page-187.htm>

« mélancolie postcoloniale » >Paul Gilroy

- Ducournau Claire, « Mélancolie postcoloniale ? La réception décalée du roman *Monnè*, outrages et défis, d'Ahmadou Kourouma (1990) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2010/5 (n° 185), p. 82-95. DOI : 10.3917/arss.185.0082. URL : <https://www.cairn-int.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2010-5-page-82.htm>